



## ARP : Feu vert pour la création d'un bureau régional de la BAD en Tunisie

Ça y est, désormais la Banque africaine de développement (BAD) possède son bureau régional de développement et de prestations de services pour l'Afrique du Nord.

En effet, les députés tunisiens ont adopté, jeudi 26 juillet 2018, au cours d'une séance plénière au Bardo, sous la présidence du premier vice-président de l'ARP, Abdelfateh Mourou, le projet de loi organique relatif à l'approbation de l'accord conclu entre la République tunisienne et la Banque africaine de développement (BAD) concernant la mise en place en Tunisie dudit bureau.

Le projet a été adopté avec 133 voix pour, deux abstentions et aucune voix contre.

Cet accord s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique de décentralisation que l'institution financière africaine, entamé depuis 2014, après l'adoption par son Conseil d'administration, le 30 décembre 2015, la création de cinq bureaux régionaux afin de conférer davantage d'efficacité à l'intervention de la Banque et rapprocher ses services des pays membres et suivre le rendement de ses opérations financières.

La décision du choix de la Tunisie après des négociations qui ont duré plus de deux ans pour abriter le bureau régional de la BAD, premier bailleur de fonds de l'Afrique, dans la région de l'Afrique du Nord, est à même de renforcer la coopération entre la Tunisie et la BAD en particulier, et avec les pays de la région en général.

On estime également que ce bureau sera à même de créer une dynamique dans la sphère économique et financière de la Tunisie.

Le bureau régional de développement et de prestations de services au profit de la région de l'Afrique du Nord couvrira six pays, à savoir la Tunisie, l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et l'Égypte). Le bureau emploie actuellement 120 agents, un nombre qui devrait augmenter pour atteindre les 300 agents.

Ledit bureau permettra d'améliorer le rendement des opérations financières quant à l'identification des besoins en se rapprochant des pays membres et de renforcer la réalisation des projets financés par la BAD sans revenir nécessairement à l'accord du siège de l'institution, outre un meilleur encadrement et une meilleure distribution des ressources humaines.

Le ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, Zied Ladhari, s'est félicité du retour d'une partie de la BAD en Tunisie à travers le choix de notre pays pour abriter son bureau régional, sachant que cela constitue un message de confiance pour les investisseurs et institutions financières et économiques et est à même de faire de la Tunisie un centre de rayonnement aux plans régional et international.

Au sujet du manque d'utilisation des financements extérieurs octroyés sous forme de crédits ou de dons, Ladhari a fait savoir que le gouvernement œuvre à améliorer leur niveau d'utilisation.

Pour ce faire, des mesures ont été prises pour éviter tout retard dans l'affectation des financements alloués pour la réalisation des projets de développement. Parmi ces mesures, il a évoqué la mise en place d'une commission d'approbation des projets publics en vue d'examiner les projets présentés et répondant à tous les critères pour pouvoir bénéficier des allocations pour leur réalisation.

Source : WMC